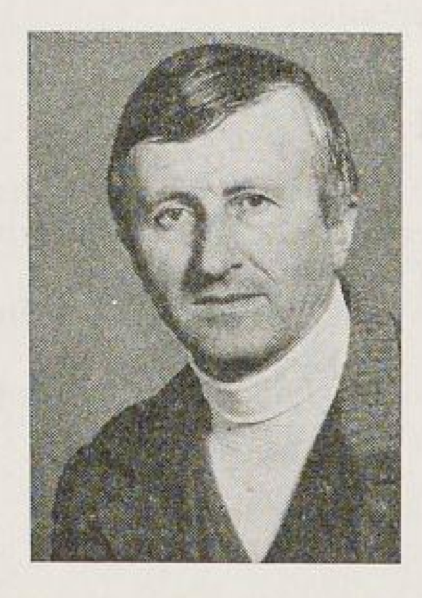
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

5ᵉ Circonscription du Finistère

PARTI SOCIALISTE

CANDIDAT

André CABON



48 ans - AGRICULTEUR

Responsabilité dans les Organisations Familiales et de Parents d'Élèves

SUPPLEANT

François BRÉLIVET



47 ans - PROFESSEUR

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Voici pourquoi il faut faire gagner la Gauche en 1978 :

DEPUIS 20 ANS, LA MAJORITE SORTANTE FAIT DES DISCOURS, MAIS SES ACTES LES CONTREDISENT.

ELLE PARLE DES LIBERTES

Mais la **répression syndicale** s'exerce sans vergogne. Le gouvernement fait bon marché de la liberté des **magistrats** (Lecanuet et l'affaire Ceccaldi. Intervention de Poniatowski dans l'affaire de Broglie, récemment Monique Gueman sanctionnée par le ministre Peyrefitte). La fraude électorale est organisée à haut niveau. Hersant (R.P.R.) monopolise une trentaine de publications de **presse** (la loi lui en autorise une seule) et les met au service direct de la propagande électorale.

ELLE PARLE DE DECENTRALISATION

Mais le pouvoir reste à Paris et s'impose aux collectivités locales à travers la tutelle administrative et financière des préfets.

ELLE PARLE D'INDEPENDANCE

Mais les multinationales font la loi, investissent à l'étranger les richesses créées par les travailleurs français, et interviennent dans les décisions les plus graves : c'est ainsi que le choix du «tout nucléaire» fait l'affaire des fournisseurs d'uranium enrichi et de la technologie américaine.

ELLE PARLE DE JUSTICE SOCIALE

Mais la France, selon des organismes officiels, est championne des inégalités sociales parmi les pays capitalistes industrialisés : 30 % des **salariés** gagnent moins de 2000 F par mois alors que 20 % des ménages les plus riches disposent de 47 % du total des ressources. - 40 % des **agriculteurs** n'ont pas le smic. L'exode rural s'accentue, l'installation des jeunes pose de lourds problèmes financiers.

Les impôts frappent lourdement les salariés mais 40 % des sociétés n'en paient pas et la fraude fiscale s'élève à 60 milliards. - **L'inflation** se maintient à 10 %, **les chômeurs** sont plus d'un million, etc.etc...

Les candidats socialistes vous proposent de mettre fin ensemble à ces scandales, et de changer la vie en changeant la société.

Voici quelques propositions du Programme Commun actualisé :

POUVOIR D'ACHAT

- SALARIÉS :	SMIC à 2400,00 F dès mars 1978 pour 40 h de travail.
- PERSONNES AGÉES :	1300,00 F minimum pour atteindre progressivement 80 % du SMIC.
- HANDICAPÉS :	minimum de 1200,00 F par mois, revalorisé par la suite
- JEUNES :	50 % du SMIC pour ceux qui cherchent le 1er emploi suivant l'ancienneté.
- APPRENTIS :	40 % à 80 % du SMIC
- CHOMEURS :	50 % du SMIC si le conjoint conserve son emploi 2/3 du SMIC si le conjoint n'a pas d'emploi.

DUREE ET CONDITIONS DU TRAVAIL

- Réduction à 40 heures pour tous et et progressivement à 35 heures par semaine, avec priorité pour les travaux pénibles ou dangereux.
- Durée minimale des congés annuels : cinq semaines.

EXTENSION du POUVOIR des TRAVAILLEURS

- Entreprises nationalisées : les travailleurs auront des responsabilités importantes de gestion et de direction.
- Entreprises privées : les droits et les compétences des travailleurs seront renforcés et élargis.
- Tout licenciement sera soumis à l'autorisation préalable de l'Inspecteur du Travail.

AGE d'OUVERTURE des DROITS à LA RETRAITE

- 60 ans pour les hommes.
- 55 ans pour les femmes et pour les travailleurs effectuant des tâches pénibles et insalubres.

AGRICULTEURS

- Prix de revient minimum pour un certain volume de production (quantum).
- Statut du fermage amélioré.
- SAFER décentralisées et démocratisées.
- Prêts à bas taux d'intérêt réservés aux jeunes, aux petits et moyens exploitants (avec caution mutuelle)

COMMERÇANTS ET ARTISANS

- Réforme de la taxe professionnelle.
- Allègement de la charge fiscale des petits et moyens artisans et commerçants.
- Régime de prévoyance sociale accordant les mêmes avantages vieillesse et maladie que le régime général de la Sécurité Sociale.

MARINS PÊCHEURS

- Elaboration d'une loi cadre dans les 6 premiers mois de la législature, après consultations des intéressés.

EDUCATION NATIONALE

- Abaissement progressif des effectifs par classe.
- Prolongation de la scolarité, dans une école ouverte sur la vie.
- Gratuité des études, des livres, des fournitures et des transports scolaires.
- Développement de la formation permanente.
- Maintien des écoles en milieu rural, lié à la volonté de revitaliser les campagnes.
- Développement de la recherche pédagogique.
- Gestion tripartite des écoles, donnant une responsabilité réelle aux enseignants et aux familles.

SANTE - SECURITE SOCIALE

- Renforcement de la médecine préventive.
- Tendance vers la gratuité des soins.
- Retour à l'esprit de solidarité réelle qui animait la Sécurité Sociale à sa création.

POLITIQUE FAMILIALE

- Allocations familiales revalorisées de 50 % dès la première année, et servies dès le premier enfant.
- Congé maternité porté à 18 semaines.
- Système de quotient familial modifié par la réforme fiscale.
- T.V.A. supprimée sur les produits de première nécessité.

LES LIBERTES

- Abrogation de la loi anti-casseurs et de la garde à vue.
- Jouissance réelle pour tous des libertés individuelles et collectives.

LA COMMUNE

- Les ressources financières des communes seront augmentées, ainsi que leurs pouvoirs sur le plan administratif et foncier.

LA REGION

- Actions économique, culturelle, écologique, planification démocratique.
- La région disposera d'une assemblée élue au suffrage universel, ainsi que de ressources financières substantielles et de pouvoirs importants.
- Elle pourra ainsi favoriser la création d'emplois et l'épanouissement des cultures régionales.
- L'implantation d'usines agro-alimentaires (agriculture, pêche) exigera des études approfondies afin de sauvegarder les ressources écologiques de notre région.
- Un meilleur désenclavement de la Bretagne devra être assuré par la réalisation rapide du réseau routier

Il faut réussir le développement économique de la région, mais il faut en même temps tendre vers une autre croissance et protéger le cadre de vie, indispensable à une vie équilibrée pour tous les habitants de notre région.

Une société autogestionnaire est notre objectif. Pour y aboutir nous devons constituer dès aujourd'hui un front de solidarité et nous mettre en marche vers cette société nouvelle qui assurera à chaque enfant, à chaque femme, à chaque homme, les moyens matériels, culturels et humains de se réaliser au mieux et de remplir harmonieusement sa vie.

Nous sommes réalistes, nous avons conscience que cette société ne se fera pas toute seule, ni du jour au lendemain. Elle appelle la contribution consciente, active et enthousiaste de chacun d'entre nous.

Pour l'**UNION**, pour **CHANGER LA VIE**, votez pour les candidats du **PARTI SOCIALISTE.**

vu : les candidats

I.G.O.M. Z.I. - 29230 LANDIVISIAU